

# LA RESISTANCE A-T-ELLE ETE DE GAUCHE ?

Olivier WIEVIORKA

**L**a Résistance a-t-elle été de gauche ? Cette question, autant le préciser d'emblée, s'inscrit dans une problématique que les acteurs en règle générale se refusent à endosser. Le plus souvent en effet, les anciens clandestins, à de rares exceptions près, définissent l'armée des ombres comme un mouvement transcendant le traditionnel clivage gauche/droite. Cette approche caractérise même les hommes engagés politiquement dans les combats de l'après-guerre, communistes compris. Toujours prêts à dénoncer les turpitudes du parti de l'ordre, les membres du PCF, avec une touchante unanimité, n'entendent pas en effet ramener la geste résistante à un banal combat de classes. Réfléchir sur la nature politique de la lutte clandestine revient donc à user de catégories que les acteurs, dans leur immense majorité, rejettent. En ce sens, la réflexion proposée intervient comme une rationalisation ex post ce qui ne signifie pas, pour autant, qu'elle soit sans intérêt.

La Résistance pose de fait un redoutable problème d'interprétation. La définir au crible du critère éculé droite/gauche revient donc à replacer un phénomène complexe dans un cadre familier aux historiens du politique, celui

du sempiternel combat entre l'ordre et le mouvement. Dans cette optique, l'armée des ombres opposerait aux tenants de la contre-révolution, solidement implantés à Vichy, les partisans de la liberté, fidèles aux leçons de 1789. Cette problématique, au vrai, n'est pas innocente mais elle repose sur deux postulats contestables.

Elle peut au vrai aboutir à définir la résistance comme un phénomène de classes opposant les exploités aux exploités, les ouvriers au patrons, les misérables aux profiteurs. Cette hypothèse invite dès lors à scruter la composition sociologique de l'armée des ombres, en délimitant la place respective détenue par les différents groupes sociaux, les ouvriers au premier chef. Mais cette lecture invite également à définir les objectifs politiques que la Résistance s'assigne. Par delà entendent-ils réformer les structures politiques et économiques du pays à la Libération ?

Construire la Résistance comme phénomène politique oblige également à définir la place que les organisations traditionnellement classées à gauche occupent dans le combat clandestin. Le postulat de départ, ici, est d'une clarté biblique puisqu'il revient à affirmer la prééminence des partis

et syndicats ouvriers - ou présumés tels - dans la lutte contre l'occupant. Mais l'influence du mouvement ouvrier ne saurait se borner à cette approche comptable. Les formations politiques, en effet, disposent d'un répertoire de lutte (la grève, la manifestation, la pétition...) qui fonde leurs pratiques avant même le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale. Affirmer que la Résistance constitue un phénomène de gauche oblige donc également à définir la marque de ces pratiques dans l'action clandestine. L'action résistante reproduit-elle ces formes ou parvient-elle à élaborer de nouveaux modes d'action ?

Par delà son apparente simplicité, la question posée se révèle donc biaisée. Elle peut en effet postuler que dans sa genèse, sa pratique, sa sociologie, la Résistance porte le poids d'une tradition déterminant sa sociologie et fixant ses modes d'intervention dans la cité. Mais elle peut aussi conduire à affirmer que la Résistance a consciemment choisi d'assumer, de porter et d'imposer des valeurs de gauche, une orientation qui ici correspond à un choix. A gauche, ou de gauche, telle est au fond l'alternative qu'il convient désormais de trancher.

## Une résistance de gauche ?

De 1940 à 1942, la résistance reste, on le sait, une affaire individuelle. Les grandes formations se cantonnent, il est vrai, dans une prudente abstention. Jusqu'en 1941, le PCF ne s'engage pas en tant que tel dans la lutte contre l'occupant. S'il manifeste fort tôt une hostilité véhémente à l'égard de Vichy, il recherche, avec le Reich, la voie d'un *modus vivendi*, la demande de réparation de *L'Humanité* l'illustre. La SFIO, pour sa part, est écrasée par la défaite. Certes, une majorité de parlementaires socialistes ont voté contre les pleins pouvoirs, mais quelques socialistes soutiennent Vichy, Charles Spinasse notamment. Les syndicalistes, enfin, sont divisés. Si quelques personnalités, suivant Christian Pineau, lancent dès 1940 un Manifeste hostile au Reich comme à Vichy, quelques hommes de poids, René Belin par exemple, rallient le maréchal Pétain. En somme, aucune organisation, à gauche comme à droite, ne s'engage dès qualité dans la Résistance en 1940. En ses débuts, l'armée des ombres est donc créée par une poignée d'individus.

Un bien modeste sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, général de brigade par intérim, appelle le 18 juin à poursuivre le combat. Quelques étudiants sans passé politique créent le mouvement Défense de la France. Un capitaine d'active, Henri Frenay, jette les bases de Combat. Deux professeurs de droit, Teitgen et de Menthon, sont à l'origine de Liberté. La Résistance part initialement de ces initiatives timides. Ceci dit, ces inconnus appartiennent-ils à la gauche française ?

Certes, la culture politique de



**Un Résistant "politique" : Jean BIONDI, député-maire S.F.I.O. de Creil, l'un des 80 Parlementaires à avoir refusé les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Arrêté et déporté, ministre sous la IV<sup>e</sup> République.**

la gauche offre, dans une France sonnée par l'étrange défaite, des repères pour définir une priorité des refus. L'antifascisme peut ainsi permettre d'identifier l'Allemagne comme l'adversaire principal. Et le schéma de la lutte des classes autorise à assimiler Vichy au camp de la réaction. Or, dans le contexte de 1940, ces deux repères apparaissent confus. La position ambiguë du Parti communiste français comme l'influence

des thèses pacifistes au sein de la SFIO brouille la thématique antifasciste. De même, l'antienne de la lutte des classes fonctionne difficilement dans une France qui, en 1940, plébiscite l'union nationale, adhère, du moins officiellement, au dogme corporatiste et considère le Front populaire comme la source du malheur national. L'engagement dans la Résistance apparaît ainsi faiblement irrigué par des valeurs de gauche.

En revanche, trois valeurs jouent un rôle décisif. En permettant d'assimiler l'Allemand à l'ennemi héréditaire, le patriotisme, on le devine, constitue un élément décisif. Mais ce patriotisme constitue une référence commune et à la gauche (souvenir de 1789 oblige), et à la droite (dans sa variante nationaliste). De même, le bellicisme -ici considéré comme le refus de céder à l'Allemagne- n'est pas sans incidence et les anti-munichois d'hier sont souvent les premiers à s'engager dans la Résistance française. Mais ce camp recrute aussi bien à gauche (Pierre Brossolette, Daniel Mayer) qu'à droite (Henri de Kérillis). L'incidence du catholicisme, enfin, ne doit pas être sous-estimée. Nombre de catholiques, en effet, ont été avant-guerre alertés sur les réalités d'un nazisme ramené pour partie à un paganisme. La référence chrétienne permet ici d'assimiler l'Allemand à l'ennemi principal. Soulignons toutefois que cette approche inspire surtout la mouvance démocrate-chrétienne qui, dans *L'Aube*, *Sept*, *Temps Présent* ou par la médiation de la JEC, n'ont cessé avant-guerre d'alerter l'opinion publique sur la réalité du péril hitlérien. De là à considérer que la démocratie-chrétienne appartienne à la gauche, il y a un pas difficile à franchir. L'engagement, avant 1942, semble dès lors tributaire de valeurs patriotique, belliciste et démocrate-chrétienne qui, bien qu'elles facilitent l'engagement clandestin en permettant d'identifier instantanément l'Allemand ou Vichy comme adversaire, n'appartiennent pas nécessairement au répertoire traditionnel de la gauche française.

A partir de 1942, pourtant, se

produit une décantation. D'une part en effet, la guerre qu'Hitler déclenche contre l'Union soviétique provoque le ralliement du PCF au camp de la Résistance. L'invasion de la zone libre, le sabordage de la Flotte et la perte de l'Afrique du Nord, montrent d'autre part l'impuissance du régime vichyste et sa nature collaboratrice. L'Etat français s'aliène ainsi de nombreux soutiens, d'autant que les persécutions antisémites comme l'instaura-

tion du STO frappent désormais une population civile de plus en plus directement éprouvée par la guerre. Grâce aux ondes, enfin, le général de Gaulle s'affirme et comme symbole, et comme point de ralliement pour la résistance métropolitaine. Ces évolutions, paradoxalement, provoquent un virage à gauche pour la Résistance française.

Les formations de gauche, tout d'abord, tendent à s'impliquer di-



Un Résistant sans appartenance politique avant la guerre : le cheminot compiégnois André BADUEL, qui diffusait le journal "Résistance".  
Mort sous la torture en juillet 1943.

rectement dans le combat clandestin. Le PCF, on l'a vu, s'engage massivement. La SFIO, péniblement reconstituée par Daniel Mayer, affirme sa présence, rompt avec Vichy, et se réhabilite aux yeux de l'opinion grâce au procès de Riom. Les syndicats, enfin prennent leurs distances à l'égard de Vichy, CFTC en tête. En revanche, les formations de droite restent étonnamment discrètes. Soit elles maintiennent leur soutien au régime vichyste, en espérant en infléchir le cours, à l'instar d'un Joseph Barthélémy, soit elles gardent le silence, tel Pierre-Etienne Flandin, soit, ultime variante, elles soutiennent le général Giraud, un choix pour le moins malheureux. Les forces de gauche tendent ainsi à dominer le paysage politique clandestin. Ce glissement caractérise également les mouvements. A partir de 1942 en effet, le régime vichyste dévoile sa vraie nature et les résistants les mieux disposés à l'égard du vainqueur de Verdun se rendent à l'évidence. Quelques mouvements (Combat, Défense de la France...) abandonnent alors leur maréchalisme originel et se rangent derrière le général de Gaulle. La présence de la gauche tend ainsi à se renforcer. Servie par le contexte, elle bénéficie dès lors des structures d'encadrement traditionnelles du PCF, de la SFIO et des syndicats et peut dès lors imprimer sa marque sur l'action clandestine.

### **L'influence de la gauche**

En entrant dans la lutte, les organisations de gauche apportent leurs traditions de lutte. Ces traditions informent donc l'action clandestine. Initialement en effet, les organisations de Résistance,

conduites par des hommes neufs, peinent à imaginer les formes du combat. Certes, quelques formations, les réseaux avant tout, entendent au premier chef aider militairement les Alliés en fournissant des renseignements, en opérant des sabotages, en organisant des filières d'évasion. D'autres souhaitent en revanche agir sur la population civile. Pour éviter qu'elle ne succombe aux sirènes de la propagande nazie ou vichyste, elles diffusent une presse clandestine. Pour protéger les civils, elles organisent la lutte contre le STO, en fabriquant par exemple des faux-papiers. Elles tentent enfin de préparer l'insurrection nationale, en dressant des listes de réservistes et en montant des maquis.

Or, ces formes de combat attirent des populations différentes. L'engagement résistant, en effet, postule non seulement un accord sur les buts (chasser l'Allemand par exemple) mais également sur les méthodes (recourir ou non aux exécutions de soldats ennemis isolés notamment). Par leur apolitisme proclamé, leur vision fondamentalement militaire du combat, les réseaux tendent donc à attirer une clientèle plutôt classée à droite. En revanche, parce qu'ils agissent sur la société civile et "*font de la politique*", les mouvements recrutent plutôt une clientèle de gauche. Ceci posé, les formes d'action prônées par les mouvements restent fonction de leurs dirigeants. Les uns, marqués par une culture de gauche, acceptent certaines actions (Libération-Sud envisage de monter des opérations punitives contre les collabos), d'autres, plutôt droitières, se cantonnent à des pratiques militaires ou civiles, mais re-

jettent ce que nous appellerions aujourd'hui la tentation terroriste. Les communistes, enfin, apportent à la clandestinité, leur longue pratique des luttes et jouent sur un clavier particulièrement étendu (manifestations, grèves, sabotages...).

Ces éléments expliquent la relative homogénéité sociale des organisations. A Défense de la France par exemple, étudiants, fonctionnaires et classes moyennes forment le gros des troupes. En revanche, les organisations communistes, en Bretagne notamment, recrutent surtout des ouvriers, non seulement en raison des liens de sociabilité préexistants au conflit, mais également dans la mesure où les formes d'action proposées s'accordent à leur mentalité. Cette pluralité permet de lever un paradoxe fréquemment souligné : si la Résistance dans son ensemble se révèle interclassiste, les organisations de résistance opèrent un brassage social relativement limité, contrairement à une idée reçue.

Or, par leur dynamisme et leur activisme, les formations dépendant du PCF (FTP, FN...) vont exercer un effet d'attraction sur les autres organisations de résistance. D'où un élargissement des pratiques clandestines. Même les réseaux, au départ marqués par une approche militaire, recourent aux techniques de l'agit-prop. Et les mouvements cantonnés à l'action civile acceptent le tempo proposé par le Parti et n'hésitent plus à prôner, sinon à recourir, à la lutte armée. En ce sens, l'entrée du PCF dans l'armée des ombres conduit les formations à élargir les pratiques clandestines, ce qui débouche, saine émulation oblige, sur une homogénéisation des pra-

Région : Oise

**HONNEUR ET PATRIE**

**Commandement Militaire des Francs-Tireurs et Partisans**

**ENGAGEMENT**

Je soussigné, déclare m'engager dans les Francs-Tireurs et Partisans, pour mener la lutte obscure et ardente contre l'envahisseur de ma Patrie.

Je jure d'exécuter les ordres de mes chefs sans hésitations, de donner mes forces et mon initiative à la cause sacrée. De porter avec honneur, probité, jusqu'à la mort le nom de Franc-Tireur.

Je sais que la trahison est punie de mort. Que l'inconséquence et le bavardage entraînant la perte de camarade, sont punis de mort.

Que le pillage est puni de mort.

J'accepte la dure discipline des F-T. P. parce que je la juge indispensable.

Nom et Prénoms (1) Jacques Deland

Lieu et date de naissance (2) Le Vast les Mello 28 mai 1911

N° 1563 Nom de Guerre yves

Signature du Commandant :

*Après la libération  
le Commandant FTPF  
Boulangue*

Signature du F-T. P. :

Nom de Guerre et N°

*yves 1563*

(1 et 2) Ces indications seront inscrites après la victoire.

**DEVOIRS.** — Des explications complémentaires doivent être données par le Chef des F-T. P., avant la signature de l'engagement.

**DROITS.** — Les Francs-Tireurs sont payés et logés. Ils sont reconnus comme soldats de l'armée de la libération du Gouvernement Français De GAULLE-GIRAUD.

Ils jouissent des mêmes droits et mêmes assurances qui existent dans l'Armée Française extérieure

Pensions : de blessures, invalidité, maladie. A la veuve, ascendants ou descendants en cas de décès.

Assistance aux familles en cas d'arrestation, s'ils ne parlent pas, ne dénoncent pas les camarades.

Engagement d'un F.T.P. de l'Oise

tiques, les formations résistantes tendant à s'aligner sur leur rival rouge. Ceci posé, ce glissement à gauche concerne, outre les pratiques, les discours.

### Un programme de gauche ?

Au départ, on l'a vu, la discrétion des formations de gauche comme l'origine sociale et intellectuelle des pères fondateurs n'orientent guère les programmes de la Résistance sur le flanc gauche. Combat comme Défense de la France ne sont pas exempts d'un maréchalisme ouvert confinant parfois au pétainisme. L'OCM publie des Cahiers ouvertement technocratiques et discrètement antisémites. Le général de Gaulle, à Londres, se tait sur les aspects politiques de sa mission. La Résistance, en ses débuts, ne se caractérise donc pas, c'est là un euphémisme, par son orientation de gauche. Or, à partir de 1942 et surtout de 1943, la situation évolue et la Résistance, dans ses profondeurs comme dans ses équipes dirigeantes, se rallie à un programme plutôt progressiste. Cette évolution peut légitimement surprendre. Certes, elle n'étonne guère de la part des formations traditionnellement opposées à la droite, la SFIO et le PCF avant tout. Pour les mouvements, en revanche, les évolutions se fondent sur d'autres critères. Les chefs tendent en effet à rompre avec leur milieu d'origine. Découvrant la trahison ou le silence des élites, frayant dans des cercles qu'ils n'étaient guère amenés à fréquenter, ils tendent à rejeter leurs idées conservatrices pour adhérer à un socialisme humaniste (Philippe Viannay, Henri Frenay), voire à embrasser le communisme (Gil-

bert de Chambrun). Plus étonnant pourtant, les partis ouvertement conservateurs adhèrent à des thèmes nettement situés à gauche, les nationalisations par exemple.

En effet, le processus d'unification amorcé par Jean Moulin et couronné par la fondation du CNR le 27 mai 1943 aboutit, à la grande colère des Mouvements, à intégrer au sein du CNR l'ensemble des partis représentant les grandes tendances de l'opinion publique. A une époque où les Alliés discutent la légitimité gaullienne, Moulin entend montrer la forte assise dont le Rebelle dispose dans le pays. Sont donc conviés à siéger au CNR des représentants de la droite traditionnelle, l'Alliance démocratique et la Fédération républicaine notamment. Or, ces hommes de droite vont se laisser gagner par les thématiques de gauche. Certains professent ainsi une grande admiration pour les communistes - qui ne va pas sans une certaine mauvaise conscience de grands bourgeois (Jean de Vogüé par exemple). D'autres, plus prosaïquement, craignent une révolution à la Libération et préféreraient accepter des réformes économiques et sociales somme toute raisonnables, plutôt que de risquer un funeste grand soir. Enfin, et peut-être surtout, les politiques menées avant-guerre, le désastre de 1940, comme la dérive du régime vichyste sont vécus par quelques hommes de droite comme une condamnation de l'ordre libéral.

Ces éléments expliquent que les forces de droite acceptent quelques thèmes de gauche, une évolution au vrai entamée dès les années trente par quelques cercles technocratiques, X-Crise notam-

ment. En ce sens, la Résistance cimente un consensus amorcé avant-guerre pour procéder dès la Libération à un vaste mouvement réformateur. Le programme du CNR, malgré ses ambiguïtés, permet de mesurer l'ampleur de ces évolutions puisque les représentants clandestins de l'opinion publique s'accordent pour réclamer des nationalisations, une planification, la Sécurité sociale, la retraite et l'extension des droits pour les populations indigènes. Une révolution copernicienne. En ce sens, le consensus scellé en 1944 témoigne d'un glissement à gauche des forces résistantes qui n'épargne pas le général de Gaulle, le discours du 14 juillet 1943 en fait foi. Notons toutefois les limites de cet irénisme. La plate-forme du 15 mars 1944 constitue pour les forces de droite une limite à ne pas dépasser alors qu'elles marquent, à gauche, un *minimun minimorum*. Au vrai, le consensus scellé en 1944 dissimule de profondes ambiguïtés.

### Les ambiguïtés

Elles tiennent, tout d'abord, au statut politique de la Résistance. En effet, le consensus idéologique ne s'inscrit pas, tant s'en faut, dans une réalité politique, ce qui traduit sa nature pour le moins éphémère. Quelques mouvements songent en effet à se métamorphoser en parti à la Libération. Jugeant que les élites se sont, par leur attitude, discréditées durant les années sombres, ils souhaitent procéder à l'élimination de formations jugées volontiers obsolètes, la SFIO notamment. Or, les partis ne l'entendent pas de cette oreille. Disposant, grâce au CNR, d'une incontestable légitimité résistante,

fort du soutien gaullien, ils refusent de se laisser déposséder et préviennent l'émergence d'un puissant parti de la Résistance. De même, les résistants hésitent sur la tactique à adopter. Deux options sont au vrai possibles. Soit la Résistance, formant un parti, accède au pouvoir en suivant un processus électoral régulier, ce qui lui permettait de réaliser les réformes projetées. Soit elle entame un processus insurrectionnel, donc révolutionnaire. Or, cette alternative déchirante débouche sur une aporie. La constitution d'un parti unique de la Résistance ne pouvait qu'échouer, quelques clandestins souhaitant courir sous leur propres couleurs (les démocrates-chrétiens fondateurs du MRP notamment) et les anciens partis étant peu désireux d'aider d'éventuels rivaux. De même, la mise en place d'un processus insurrectionnel ne pouvait qu'échouer, la majorité des résistants s'affirmant hostiles au communisme, profondément légalistes et désireux d'asseoir la restauration de l'Etat. En enfermant la Résistance dans un choix cornélien - légalité avec de Gaulle ou insurrection avec le PCF - cette alternative brise l'élan résistant, le général de Gaulle refusant, malgré le soutien de ces

grognards, de reconnaître les mérites d'une Résistance intérieure qui n'avait pourtant pas démerité.

En somme, la Résistance, bien que n'étant pas initialement de gauche, est devenue de gauche - dans la mesure où les formations du mouvement ont rallié son combat - tout en évoluant à gauche, le champ politique étant magnétisé par la référence progressiste. Le consensus noué par le programme du CNR témoigne de cette évolution qui plonge ses racines dans l'avant Seconde Guerre Mondiale. Ceci posé, malgré cette teinture, la Résistance, dans ses profondeurs comme dans ses dirigeants, est restée surtout légaliste, refusant de jouer l'épreuve de force contre le général de Gaulle, et plaçant ses espoirs dans une révolution par la loi. Cette position découle, certes, d'un rapport de force défavorable à l'armée des ombres, mais elle démontre aussi, et peut-être surtout, que la Résistance, malgré son tropisme gaucher, demeure au premier chef un mouvement républicain, les références de la III<sup>ème</sup> République jouant ainsi un rôle plus décisif dans le combat de l'ombre que les emprunts au communisme ou au socialisme humaniste.

### Bibliographie :

Il n'existe pas de synthèse réellement satisfaisante sur la Résistance. Pour se familiariser avec les grands enjeux de la période, se reporter à Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, Points-Seuil, 1979. On pourra également lire avec profit les Mémoires de Claude Bourdet, *L'aventure incertaine*, Stock, 1975 ou de Philippe Vianay, *Du bon usage de la France*, Ramsay, 1987. Pour les Mouvements, on pourra se reporter à Laurent Douzou, *La désobéissance, histoire du mouvement Libération-Sud*, Odile Jacob, 1995, et à Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance, histoire de Défense de la France 1940-1949*, Seuil, L'univers historique, 1995.

Les problèmes du CNR sont bien abordés par Daniel Cordier in *Jean Moulin, L'Inconnu du Panthéon*, tome 1, JC Lattès, 1989. Se reporter également à Claire Andrieu, *Le programme commun de la Résistance*, Ed de l'Erudit, 1984.

Les enjeux économiques sont définis par Richard Kuisel, *Le Capitalisme et l'Etat en France*, Gallimard, 1984. Le jeu du PCF et bien retracé par Stéphane Courtois, *le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980 et pour la Libération par Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent*, Presses de la FNSP, 1994. Pour les socialistes, se reporter à Marc Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation*, Presses de la FNSP, 1982.

Le futur politique des résistants est envisagé par Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Résistants, De la guerre de l'ombre aux allées du pouvoir*, Fayard, 1989, un livre qui ouvre des pistes mais reste contestable à bien des égards. On pourra se reporter à la parole des acteurs in Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière, de la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Seuil coll. XX<sup>ème</sup> siècle, 1994.

2<sup>me</sup> Année - N° 13

22 Mai 1943

# RÉSISTANCE

"Le Nouveau Journal de Paris"

## VOLONTÉS DE LA FRANCE

Le discours du général de Gaulle du 20 avril, définissant les principes directeurs de la politique française de demain, a rencontré partout une approbation totale. Nous en apportons ici le témoignage solennel.

Autour des idéaux exposés par le Chef de la France Combattante se forge l'Unité de la Patrie. Non pas une répétition de ces vagues unions nationales, dont le régime ancien nous donnait le spectacle par crises périodiques et qui n'étaient en fait que l'expression de l'impuissance. Mais une unité solide pour la réa-

## MANŒUVRES ALLEMANDES

La victoire en Tunisie a été saluée par tous les peuples opprimés avec un immense enthousiasme. Elle est considérée par eux comme le prélude de l'invasion prochaine du Continent, et donc de la Libération.

La rapidité et l'importance de cette victoire ont surpris tous les belligérants. En ce qui concerne les Alliés, nous savons, de source sûre, que ceux-ci escomptaient une défense plus longue et plus forte des Allemands - et

et les soldats marocains qui ont brillamment combattu dans le secteur Nord. Mais cela ne concerne que la bataille décisive. Il faut saluer surtout bien bas l'héroïsme de notre armée de Tunisie, qui sans armes, ni équipements modernes a tenu plusieurs mois un front contre un ennemi supérieur en hommes et en matériel, permettant ainsi l'arrivée des renforts alliés. Preuve que nos soldats de 40-43 ne sont pas indignes de leurs pères de

Le journal "Résistance", dirigé par Jacques DESTRÉE